

# Côte d'Ivoire : amère saveur de la démocratie du café, et du chocolat (Aziz Fall)

Côte d'Ivoire : amère saveur de la démocratie du café, et du chocolat

Aziz S. Fall

À l'approche du second anniversaire de l'élection du président Gbagbo, la Côte d'Ivoire défraye les manchettes. La Côte d'Ivoire, grand producteur mondial de café et de cacao, et croulant sous une dette de plus de \$20 milliards et sous le mode néo-colonial de croissance, est de nouveau menacée d'une spirale de violence. L'espoir qu'avait apporté l'arrivée au pouvoir de Laurent Gbagbo dévoile l'ampleur de problèmes qui resurgissent aux moindres turbulences.

Dès 1960, ayant contribué à saborder le projet confédéral ouest africain, le pays s'en repentira en intégrant expatriés de la sous-région et d'Europe. Ils constitueront près du tiers de sa population. Suivront vingt années de prospérité et de stabilité, issues de l'alignement sur l'Ouest et sur le marché. Elles se firent au prix du despotisme néo-colonial, le surendettement et l'enrichissement illicite ; les aléas des prix du cacao et du café dans l'échange inégal ; les disparités entre villes, bidonvilles et campagnes ; l'industrialisation d'import-substitution à faible rentabilité ; la dépendance vis à vis de l'expertise et du capital étranger; et la fragilité de l'édifice national et ses mosaïques socio-culturelles. Ces problèmes s'aggraveront d'autant que les PAS -plans d'ajustement structurels- des bailleurs de fonds, sensés les résoudre, destabiliseront plutôt l'Etat dans ses modes de régulation. Dans leurs laborieuses reproductions, ces modes vont exacerber les luttes de successions, d'enrichissement et de démocratisation débouchant ainsi sur la violence.

## L'Etat planteur

L'indépendance négociée de ce précarré français est l'expression de grands planteurs locaux. Ils sont le fer de lance des syndicats et parti de planteurs voulant s'affirmer tout en restant dans son giron. L'Etat de l'embryon de bourgeoisie locale, assure, par le patronage et la cooptation, le modèle dit de plantation et l'extension nationale du parti. Architecte de la production, de l'économie de marché et de réalisations urbaines d'envergures mais improductives, le "miracle" ivoirien tient d'abord sur le capital étranger qui y dispose de plusieurs avantages. Ensuite d'une classe-Etat investissant parfois dans les secteurs porteurs de croissance et qui en bénéficie. Enfin, sur l'expertise technique internationale et la main-d'œuvre expatriée, saisonnière où non, provenant des pays voisins. La manne issue de la rente est un gage au capital étranger. Elle sert autant à la fuite de capitaux, surtout vers la France, qu'au transfert de gains des travailleurs migrants et expatriés de la sous région. L'Etat se raffine dans un mode opaque, de répartition clientèle des revenus.

Dans les années 70, la chute des prix du café, qui est avec le cacao le générateur principal de devises, révèle la dépendance financière culturelle et technique du pays, alors qu'en son sein, les inégalités sociales sont déjà marquées. Le capitalisme paternaliste et dirigiste de la commercialisation du cacao, du café, et de la prise de décision, est tempéré par l'emphase sur la paix et le "dialogue à l'ivoirienne" et sur l'ivoirité cosmopolite.

Dès 1975, un regain d'emprunts permet un redéploiement du capital international avec l'aval de la Banque Mondiale. Malgré la détérioration des termes de l'échange, la reprise économique, dès 1976, est couplée à l'endettement, pour investir dans l'infrastructure et diversifier l'économie. Cette embellie cache une morosité qui requiert un plan d'ajustement interne. Redéfinies ou vendues, la gestion peu transparente de

254 sociétés d'Etat a plus servi les pouvoirs politiques, que l'économie nationale. La crise ivoirienne remonte à ce 'miracle' du modèle extensif de développement agricole. À voir les gaspillages et charges de l'Etat, et la prédation écologique c'était plutôt un mirage. Certes, l'Etat assurait l'essentiel des frais du bien-être social, de l'éducation et l'emploi aux bénéficiaires du parti unique. Cette stabilité est perturbée sitôt qu'affleurent des éléments structurels du sous-développement déterminant le 'capitalisme' ivoirien. Mise sous tutelle et résistances de la classe Etat

Il va falloir recourir au PAS des institutions de Bretton-Woods aux débuts 1980. Croulant sous le service de la dette, mais persistant à s'opposer à la mesure d'adapter les prix intérieurs à ceux en vigueur au niveau international, l'Etat doit restructurer les entreprises d'Etat, rééquilibrer l'économie et redresser l'administration. A ce capital international veut s'arrimer une fraction de la bourgeoisie locale, subordonnée aux nouveaux crédits, contre les intérêts des planteurs (surtout ceux qui ne sont pas proches des cercles de l'Etat) des travailleurs et des défavorisés. Le PAS, est appliqué sans réduire les dépenses, ni tempérer la crise. Elle est alors interprétée comme crise de l'économie de plantation. En jeu, la première production mondiale de cacao. Son enjeu transnational apparaît avec l'hégémonie des monopoles et des profits des multinationales, de la production à la transformation finale. Opposants et partisans de l'utilisation de dérivés pour remplacer le cacao rendent ce marché volatile et l'économie ivoirienne plus précaire. La Banque Mondiale tolère que certains fiefs de la régulation politique (caisse de stabilisation, caisse de péréquation, DCGTX et autres lieux de rentes) ne subissent pas pour l'instant l'austérité. Une autre chute des prix des deux produits majeurs, hypothèque le redressement. C'est la cessation de paiement de la dette extérieure en 1987 et une mésentente entre Paris-Washington-Abidjan au sujet du cadre macro-économique, de la DCGTX et de la caisse de stabilisation. Le chef de l'Etat Houphouët Boigny, maintenant ses politiques, refuse de réduire les prix du café, et permet d'autres privatisations opaques. Les institutions de Bretton

Woods vont intervenir de façon plus ciblée dans le système politico-économique, le marché, la commercialisation et le soutien aux producteurs. La caisse de stabilisation est vidée de certains de ses attributs. Ceci édulcorera la composante bourgeois-plantateurs de l'Etat au profit de la frange plus déconnectée du modèle de plantation. Le système de redistribution survit quoique des réseaux soient taris, alors que s'émoussent les vertus du "dialogue" à l'ivoirienne. Les délaissés au nom des réformes, ne pouvant même plus s'arrimer au réseau socio-ethnique, sont tentés de rallier l'opposition. Elle exige un multipartisme dont l'instauration en 1990 dévoile la profondeur de la crise qui, plus que celle du modèle de plantation, est une crise de "légitimité politique". Malgré les milliards du chef de l'Etat et de la "dictature des 50 familles", la frange dite ivoirienne de l'économie est érodée. En pleine inégalité et marasme économique, des réalisations, comme la réplique gigantesque de la Basilique St-Pierre de Rome dans Yamoussokro, le village du président, érigé en capitale, témoignent de la fin d'apogée du régime. Sous un multipartisme mouvementé, l'Etat moribond privatise sans répondre à la demande sociale. L'opposition politique fustige ce désengagement et la perpétuation des modes de rentes. La société civile défie le régime qui réagit brutalement. Les événements de 1991 de l'université à Yopougon permettent au général Guei de réprimer cruellement les opposants, et de se faire le tenant de l'ordre.

Boigny père de la nation meurt en 1993, sans achever son septième mandat.

#### Turbulence et 'Gouvernance' sous perfusion

La dévaluation du franc cfa en 1994, permet aux secteurs d'exportation de renflouer le régime en perspective des élections. La constitution permet à Bédié, chef de l'assemblée, d'achever le mandat de Boigny. La crise politique de succession, exacerbant tous les problèmes du pays, va reproduire le régime par manipulation constitutionnelle aux élections de 1995, et raffermir son élan autoritaire. Le 4ème

PAS plus sévère, dès 1995, sonne le glas de la légitimité de l'Etat. Plusieurs résistent aux changements, étudiants et enseignants en tête. Le pouvoir se cabre envoyant vers l'opposition d'autres milliers de mécontents. Les manipulations pour l'élection de Bédié ont généré des zizanies ethniques, intercommunautaires et religieuses qui témoignent de la fragilité de l'ivoirité. Celle-ci est appelée à la rescousse comme mode de gouvernement. Bédié n'est en réalité plus aux commandes, en raison de la crise d'autorité et l'avènement d'une frange économique voulant se passer de lui. Mais, à l'exclusion des entreprises françaises, qui y comptent 3 milliards d'investissements directs, les liens entre la bourgeoisie ivoirienne et le reste du capital international sont faibles. Entre 1990 et 1995, le poids de l'Etat dans le secteur formel est passé de 50% à 20%; celui des privés ivoiriens et français a doublé, soit 24 et 33%. Alassane Ouattara architecte du dernier PAS a quant à lui des ambitions présidentielles. Originaire du nord- zone, dont une portion démembrée de la Haute -Volta était un temps rattachée à la Côte d'ivoire à l'ère coloniale- cet ancien premier ministre veut fortifier les entrepreneurs. Il parie sur la diversification de l'économie mais avec l'avantage comparatif assaini de ses pratiques clientèles. Les manœuvres ethnocentriques du pouvoir d'Etat, comme le double jeu d'une frange de l'opposition réussiront à le priver de sa nationalité ivoirienne. Parallèlement, le pouvoir d'Etat, n'a que faire de la bonne gouvernance que veut lui inculquer la Banque mondiale, et qui profitera tôt ou tard à leur homme , Ouattara. Ceci provoque la suspension vers la fin des années 90, des relations avec la Banque Mondiale. Contourner ou concrétiser les réformes ont fragilisé le sommet de l'Etat. Renouveler le septennat présidentiel jusqu'à l'âge de 75 ans est l'ultime tentative de pérenniser un régime qui s'évertue à faire taire la contestation sociale, abusant du régionalisme, et de l'ethnicité. Pour remédier à la disgrâce avec les bailleurs de fonds, l'Etat Bédié escompte privatiser tout le secteur productif se réservant l'éducation, la santé et l'habitation. Mais ce sursaut néo-libéral aggrave la grogne de militaires impayés. Le soir de Noël 99, ce

mécontentement se mue en coup d'Etat tellement l'Etat est une coquille vide. Malgré sa brutalité, Robert Guei apparaît du coup comme l'homme de l'ordre. Mais l'errance de la junte et ses tiraillements jusqu'en octobre 2000, aggravent les problèmes de l'homogénéité nationale. Un référendum sur l'ivoirité, invalidant toute personne qui ne serait pas ivoirien de père et de mère, active le syndrome de l'étranger parasite. Hormis un ressentiment contre Dahoméens et Togolais dans les années 50, le pays comme le scandale son hymne national, était terre d'hospitalité. Exacerber les revendications foncières des Krou au détriment de burkinabés installés depuis 50 ans, perturber la coexistence de 40% de musulmans, de 30 % de chrétiens et 30 % d'animistes, ou attiser les frustrations entre nordistes et sudistes que comptent ce pays, procèdent d'une instrumentalisation du désordre politique.

L'échec des PAS et des modes de régulations ont achevé de briser le sceau de l'ivoirité tolérante. De décembre 99 à Octobre 2000, les militaires improvisent avec un pouvoir dont ils ne savaient que faire. Ils pavent malgré eux la voie à l'opposition. Aux élections, le FPI de Gbagbo, fort de son éternelle opposition mais cautionnant l'ivoirité xénophobe ainsi que la disqualification des partis PDCI et RDR, arrive au pouvoir. Il bat Guei le chef des militaires avec seulement 59,4% de voix ( ce pourcentage ne porte que sur 2 des 15 millions de votants). Le baroud d'honneur de Guei avec 400 fidèles est prétexte au déferlement populaire des vainqueurs et sympathisants du nouveau régime qui les exilent à Kabakouma. Guei ne digérera jamais sa défaite. Le RDR de Ouattara non plus ne croit pas au nouveau régime. Et, pour dénoncer la spirale xénophobe, il s'abstient de participer aux élections législatives de décembre 2000. Aux municipales, c'est plus du tiers du territoire national qui s'abstient de voter. Le parti du général Guei au sortir de ces élections est fragilisé, ramené à une formation régionaliste et de tremplin de son chef en disgrâce. Depuis lors, les efforts constants de paix et de normalisation sont freinés par les relents d'ethnicisme, et les menus complots. Ils seraient ourdis par des factions proches de militaires du

pouvoir de transition et de l'opposition. Celle-ci est à l'écoute des redéploiements de la politique en France, et ne ménage aucune forme de séduction pour bénéficier d'un retour des attentions de cercles francophone. Tous misent sur l'instabilité, afin de mieux se positionner en prévision des élections d'octobre 2005. Mais cette instabilité peut devenir chaos avec la dynamique régionale explosive (Sierra Léone, Libéria, Guinée, Burkina) hypothéquant toute reprise en Côte-d'Ivoire, comme dans la sous-région. Bien que probables, les visées déstabilisatrices du régime peu démocratique et sanguinaire du Burkina Faso sont peut-être exagérées par le régime en place afin de ne pas porter toute la responsabilité de la crise politique. Pourtant le président Gbagbo, craignant tout cela a été sommé de recomposer le "tissu national". Il lui a fallu gouverner en large cohabitation sous peine de voir imploser le pays et fondre sa légitimité. Il tente de plus en plus de coopter les partisans de l'ancien président Boigny. Ses tentatives médiatisées de tendre la main à Ouattara, Bédié et Guei ont permis une brève accalmie. En juin, Ouattara a reçu de nouveau sa nationalité ivoirienne. Mais cette réconciliation nationale ne révèle que la fragilité du pacte. Le RDR, avant marginalisé, siège avec quatre portefeuilles désormais au gouvernement, le PDCI- RDA sept, le PIT deux et le parti du général Guei -UDPCI, un seul. Cette dernière position symbolique et humiliante, reflétant son véritable pouvoir sur le terrain, ne pouvait que s'achever par sa disparition politique. Durant toute l'année donc, une épée de Damocles pendait sur le régime Gbagbo. Un risque entretenu par la stagnation économique du pays et le fait que les partisans de Guei, qui ont accepté de défroquer, ont toujours refusé de rendre leurs armes. Ils ont aussi gardé des liens avec un courant de sympathie disséminé dans l'armée. Profitant d'une visite en Italie du président Gbagbo, le récidive du coup sanglant de 1999 ne fait qu'enfoncer ce pays dans les méandres de la violence politique. Pour l'instant, on augure que le Général Guei et son plus féroce opposant le ministre de l'intérieur Emile Boga Doudou sont parmi les centaines de victimes. Il sera difficile de démontrer que Guei a été l'instigateur du coup de force. Les commanditaires d'une telle

opération feront tout pour brouiller les pistes. Celles ci peuvent remonter jusqu'aux multinationales du chocolat et du café, les cercles français, et leurs relais régionaux de mercenaires et d'Etats cooptés comme le Burkina, mais aussi une foule d'autres nantis ivoiriens qui ne tiraient plus leur épingle dans le nouveau jeu politique. En tous cas, l'internationalisation du conflit et le débarquement de forces étrangères rendent encore plus stratégique la portée du conflit. Les occidentaux n'ayant, comme à l'accoutumée, de l'attention que pour leurs intérêts et leurs ressortissants. L'union africaine a là, pour ses débuts, un grand défi à son projet d'intégration régionale et continentale. La CEDEAO quant à elle un autre test où il faudra éviter l'hégémonie nigérienne, au profit d'une plus grande responsabilité des autres Etats participants. D'ailleurs, cette crise n'est pas sans rappeler celle qui secoue déjà la Guinée. Avec elle et avec les relents de la situation au Sierra Leone au Libéria et le régime burkinabé, il y a un dispositif explosif qu'il faut à tout prix désamorcer pour toute la sous-région. Depuis le commencement de la fin du régime Boigny, la Côte d'Ivoire se débat donc dans la déstructuration de son Etat, ce qui a aggravé sa faible institutionnalisation. Un signe avéré est l'indiscipline de ses corps d'arme (gendarmerie, armée, douane et leur racket de la population) et l'incapacité de l'Etat d'assurer l'ordre dans leurs rangs. La libéralisation forcée d'une économie déjà bastion du capitalisme, mais certes prébendier, a fragilisé l'édifice de la classe Etat, et permis la déliquescence de l'autorité politique. Les efforts de reconstruction et de réconciliation nationale ont été insuffisants. Une plus grande culture africaine, et le respect de l'altérité seront essentielles pour la sortie de crise. Dommage donc pour la Côte d'Ivoire qui commençait à relever la tête. Elle aurait pu se passer de ce feu guerrier. Il brûle café, le cacao et la démocratie pour longtemps.

*This opinion article was written by a independent writer. The opinions and views expressed herein are those of the author and are not necessarily intended to reflect those of GRILA.*

@2003

[www.grila.org](http://www.grila.org)

